

# 10 ANS DE PRISON POUR UN SMS

## CAMEROUN

**Fomusoh Ivo Feh**

Fomusoh Ivo Feh allait commencer ses études à l'université lorsqu'il a été arrêté par six hommes en civil le 13 décembre 2014 dans le quartier de Mile Four, à Limbe, dans la région camerounaise du Sud-Ouest. Il était alors âgé de 25 ans.

Son arrestation a fait suite à un SMS sarcastique - où il plaisantait sur le recrutement de jeunes diplômés par Boko Haram - envoyé à un ami, Azah Levis Gob, qui l'avait alors partagé avec Afuh Nivelte Nfor, un lycéen.

Le 2 novembre 2016, un tribunal militaire a condamné Fomusoh Ivo Feh, Afuh Nivelte Nfor et Azah Levis Gob, à 10 ans d'emprisonnement pour des infractions liées au terrorisme.

Une juridiction militaire a confirmé la condamnation des trois jeunes gens en appel le 15 mars 2018.

L'avocat de Fomusoh Ivo Feh a déposé un recours devant la Cour suprême en juillet 2018. Toutefois, celle-ci n'a pour l'heure pas donné d'instruction sur cette affaire et aucune date d'audience n'a encore été fixée.

### PROPOSITION ET REVENDEICATIONS EN FRANÇAIS

**Veillez écrire une lettre courtoise en français au Président et engagez-le à libérer immédiatement et sans condition Fomusoh Ivo Feh et ses deux amis, Afuh Nivelte Nfor et Azah Levis Gob.**

→ **Formule d'appel** : Monsieur le Président,

→ **Vous trouverez un modèle de lettre en français à la page 3.**

→ Un modèle de lettre en anglais est à disposition sur notre site web : <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs>

→ **Taxe postale**: Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

#### LETTRE COURTOISE À

Président  
Paul Biya  
Palais de l'Unité  
B.P. 95  
Yaoundé  
République du Cameroun

E-mail : [cellcom@prc.cm](mailto:cellcom@prc.cm) ; [contact@presidenceducameroun.com](mailto:contact@presidenceducameroun.com)

Twitter : @PR\_Paul\_Biya

#### COPIE À

Ambassade de la République du Cameroun  
Brunnadernrain 29  
3006 Berne

Fax: 031 352 47 36

E-mail: [info@ambacamberne.ch](mailto:info@ambacamberne.ch)

# LE MEURTRE D'UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS RESTE IMPUNI

## MEXIQUE

### Julián Carrillo et la communauté de Coloradas de la Virgen

Le 24 octobre 2018, Julián Carrillo a été tué par des inconnus armés. Cet homme était un défenseur des droits humains et de l'environnement, ainsi qu'un dirigeant de la communauté indigène rarámuri et de Coloradas de la Virgen, un village isolé de la Sierra Tarahumara, dans l'État de Chihuahua (nord-ouest du Mexique). Il défendait ses terres ancestrales et dénonçait publiquement l'exploitation forestière et minière organisée par certains propriétaires terriens, ainsi que la violence de bandes criminelles armées dans sa communauté. Le peuple rarámuri n'est plus reconnu comme propriétaire de ces terres, mais défend ce territoire ancestral contre l'exploitation forestière et minière, et contre la culture illicite de plantes destinées à la production de stupéfiants.

Le meurtre de Julián Carrillo était prévisible. Cela faisait des années qu'il signalait les attaques et menaces de mort dont il était victime. Il avait ainsi été menacé par des groupes armés non identifiés à plusieurs occasions, et, en 2016, sa maison avait été réduite en cendres. Cinq autres membres de sa famille, dont son fils, ont également été tués. De nombreux autres dirigeants indigènes de Coloradas de la Virgen ont été victimes de menaces, d'attaques, de procès iniques et de meurtre.

Le 26 janvier 2019, le parquet de l'État de Chihuahua a indiqué que 200 policiers avaient été déployés dans la Sierra Tarahumara pour exécuter les deux mandats d'arrêt émis contre des personnes soupçonnées du meurtre de Julián Carrillo. Les enquêtes sur les deux meurtriers présumés se poursuivent, mais personne n'a encore été inculpé de l'homicide de Julián Carrillo. Avant cette arrestation, le gouvernement fédéral s'était engagé à garantir que le Mécanisme de protection des défenseurs des droits humains et des journalistes préserve la vie, l'intégrité, la liberté et la sécurité des défenseurs des droits fondamentaux dans l'État de Chihuahua et dans le pays tout entier. Le gouvernement a mené une nouvelle évaluation des risques afin d'élaborer et d'adopter des mesures collectives de protection.

## PROPOSITION ET REVENDICATIONS EN FRANÇAIS

**Veillez écrire une lettre courtoise en espagnol, anglais ou français au Procureur général de l'État de Chihuahua, et des copies au Vice-ministère des Droits humains (ministère de l'Intérieur) et au Gouverneur de l'État du Chihuahua.**

Appelez les autorités à :

- faire en sorte qu'une enquête digne de ce nom soit menée sur le meurtre de Julián Carrillo, et notamment que la piste relative à son travail de défense des droits humains fasse l'objet d'investigations exhaustives.
- garantir la sécurité des membres de la famille de Julián Carrillo et de la communauté de Coloradas de la Virgen, conformément à leurs souhaits et avec leur consentement, y compris en procédant sans délai à une évaluation des risques courus par la communauté.
- adopter une politique globale favorisant la mise en œuvre de mesures de protection et de prévention afin de lutter contre les causes structurelles de la violence dans les cas de communautés vulnérables.

→ Vous trouverez un modèle de lettre en français à la page 4.

→ Un modèle de lettre en anglais est à disposition sur notre site web : <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs>

→ **Formule d'appel** : Monsieur le Procureur général, / Estimado Fiscal General, César Augusto Peniche Espejel

→ **Taxe postale**: Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

## LETTRE COURTOISE À

Procureur général de l'État de Chihuahua / Fiscal General de Chihuahua  
César Augusto Peniche Espejel

Avenida Paseo Bolívar 704, Zona Centro, 31000 Chihuahua, Mexique

**E-mail** : [despacho.fiscalia@chihuahua.gob.mx](mailto:despacho.fiscalia@chihuahua.gob.mx) / **Twitter** : @Fiscalia\_Chih @PenicheCesar

## COPIES À

Vice-ministère des Droits humains (Ministère de l'Intérieur)

Circular de Morelia número 8, Col. Roma Norte, Cuauhtemoc, 06700, Mexico City, Mexique

**E-mail** : [ajencinas@segob.gob.mx](mailto:ajencinas@segob.gob.mx) / **Twitter** : @SEGOB\_mx ; @A\_Encinas\_R

→ **Formule d'appel** : Monsieur le Vice-Ministre / Estimado Señor Subsecretario, Alejandro Encinas Rodríguez

Gouverneur de l'État du Chihuahua

Av. Independencia 209, Zona Centro, 31000 Chihuahua, Chihuahua, Mexique

**E-mail** : [despachodelejecutivo@chihuahua.gob.mx](mailto:despachodelejecutivo@chihuahua.gob.mx) / **Twitter** : @Javier\_Corral

→ **Formule d'appel** : Monsieur le Gouverneur / Señor Gobernador, Javier Corral Jurado

Ambassade du Mexique, Weltpoststrasse 20, 3015 Berne / Fax: 031 357 47 48 / E-mail: [informacionsui@sre.gob.mx](mailto:informacionsui@sre.gob.mx)

---

---

---

---

S. E. M. Paul Biya  
Président de la République du Cameroun  
Présidence de la République  
Palais de l'Unité  
B. P. 95 Yaoundé  
République du Cameroun

---

---

**Concerne : Fomusoh Ivo Feh (Ivo)**

Monsieur le Président,

Fomusoh Ivo Feh allait commencer ses études à l'université lorsqu'il a été arrêté par six hommes en civil le 13 décembre 2014 dans le quartier de Mile Four, à Limbe. Il avait alors 25 ans.

Son arrestation a fait suite à un SMS sarcastique envoyé à un ami, Azah Levis Gob, qui l'avait alors partagé avec Afuh Nivelles Nfor, un lycéen.

Le 2 novembre 2016, un tribunal militaire a condamné Fomusoh Ivo Feh, Afuh Nivelles Nfor et Azah Levis Gob, à 10 ans d'emprisonnement pour des infractions liées au terrorisme.

Une juridiction militaire a confirmé la condamnation des trois jeunes gens en appel le 15 mars 2018.

L'avocat de Fomusoh Ivo Feh a déposé un recours devant la Cour suprême en juillet 2018. Toutefois, celle-ci n'a pour l'heure pas donné d'instruction sur cette affaire et aucune date d'audience n'a encore été fixée.

**Cette situation me préoccupe beaucoup, et je vous engage à libérer immédiatement et sans condition Fomusoh Ivo Feh et ses deux amis, Afuh Nivelles Nfor et Azah Levis Gob.**

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à ma demande, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

---

**Copie:**

Ambassade de la République du Cameroun, Brunnenrain 29, 3006 Berne  
Fax: 031 352 47 36 / E-mail: info@ambacamberne.ch

---

---

---

---

Procureur général de l'État de  
Chihuahua  
César Augusto Peniche Espejel  
Avenida Paseo Bolívar 704  
Zona Centro  
31000 Chihuahua  
Mexique

---

---

**Concerne : Julián Carrillo et la communauté de Coloradas de la Virgen**

Monsieur le Procureur général,

Le 24 octobre 2018, Julián Carrillo a été tué par des inconnus armés. Cet homme était un défenseur des droits humains et de l'environnement, ainsi qu'un dirigeant de la communauté indigène rarámuri et de Coloradas de la Virgen, dans l'État de Chihuahua. Il défendait ses terres ancestrales et dénonçait publiquement l'exploitation forestière et minière organisée par certains propriétaires terriens, ainsi que la violence de bandes criminelles armées dans sa communauté.

Julián Carrillo avait signalé les attaques et menaces de mort qu'il subissait régulièrement. Il avait été ainsi menacé par des groupes armés non identifiés à plusieurs occasions, et, en 2016, sa maison avait été réduite en cendres. Cinq autres membres de sa famille, dont son fils, ont également été tués. De nombreux autres dirigeants indigènes de Coloradas de la Virgen ont été victimes de menaces, d'attaques, de procès iniques et de meurtre.

Cette situation me préoccupe beaucoup, et je vous appelle à faire en sorte **qu'une enquête digne de ce nom soit menée sur le meurtre de Julián Carrillo, et notamment que la piste relative à son travail de défense des droits humains fasse l'objet d'investigations exhaustives.**

**La sécurité des membres de la famille de Julián Carrillo et de la communauté de Coloradas de la Virgen, doit être garantie, conformément à leurs souhaits et avec leur consentement, y compris en procédant sans délai à une évaluation des risques encourus par la communauté.**

**Engagez-vous à adopter une politique globale favorisant la mise en œuvre de mesures de protection et de prévention, ce afin de lutter contre les causes structurelles de violence dans les cas de communautés vulnérables.**

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à ma demande, je vous prie de croire, Monsieur le Procureur général, à l'expression de ma haute considération.

---

**Copies:**

Vice-ministère des Droits humains, Circular de Morelia número 8, Col. Roma Norte, Cuauhtemoc, 06700, Mexico City, Mexique  
E-mail : ajencinas@segob.gob.mx / Twitter : @SEGOB\_mx ; @A\_Encinas\_R

Gouverneur de l'État du Chihuahua, Av. Independencia 209, Zona Centro, 31000 Chihuahua, Chihuahua, Mexique  
E-mail : despachodelejecutivo@chihuahua.gob.mx / Twitter : @Javier\_Corral

Ambassade du Mexique, Weltpoststrasse 20, 3015 Berne / Fax: 031 357 47 48 / E-mail: informacionsui@sre.gob.mx